



COMMISSION WALLONNE POUR L'ENERGIE

AVIS

CD-7j02-CWaPE-173

sur la

*'demande d'octroi d'une licence de fourniture
d'électricité, limitée à des clients déterminés,
introduite par la société SEVA SA'*

*rendu en application de l'article 16 de l'arrêté du 21 mars 2002
relatif à la licence de fourniture d'électricité, tel que modifié par
l'arrêté du 13 juillet 2006.*

Le 20 septembre 2007

**Avis de la CWaPE sur la demande d'octroi d'une licence de fourniture
d'électricité, limitée à des clients déterminés,
introduite par la société SEVA SA**

1. Objet

L'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif à la licence de fourniture d'électricité (ci-après dénommé l'Arrêté) prévoit en son article 16 que :

« Dans un délai de deux mois, à dater de l'accusé de réception de la demande actant que la demande est complète, la CWaPE transmet au Ministre, le texte de la demande, ses annexes ainsi que son avis motivé. »

Le présent avis concerne la demande d'octroi introduite par la société :

SEVA (Société d'Environnement et de Valorisation) SA
rue du Blanc Bleu Belge 21 à 7700 MOUSCRON

2. Examen par la CWaPE des dossiers de demande d'octroi

La demande d'octroi d'une licence de fourniture d'électricité limitée à des clients déterminés de la société SEVA SA a été reçue par la CWaPE le 20 septembre 2007.

Comme le prévoit l'article 14 de l'Arrêté, la CWaPE a vérifié "*si tous les documents requis pour l'examen de la demande étaient en sa possession*" et si le demandeur s'était acquitté de la redevance prévue par l'article 13.

Le dossier étant complet, la CWaPE a vérifié, comme le prescrit l'article 15 de l'Arrêté, que le demandeur satisfait aux critères visés au chapitre II de l'Arrêté en ce qui concernent la localisation, l'honorabilité et l'expérience professionnelle, les capacités techniques et financières, ainsi que la qualité de l'organisation.

3. Avis de la CWaPE

La CWaPE, constatant que le dossier de demande d'octroi d'une licence de fourniture d'électricité limitée à des clients déterminés introduit par la société SEVA SA est complet et conforme à l'Arrêté du 21 mars 2002, le transmet au Ministre avec avis favorable comme prescrit par l'article 16 de cet Arrêté.